



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION DES ACHATS DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

## APPEL D'OFFRES OUVERT

**Dispositifs médicaux stériles de neurochirurgie et  
neuroradiologie associés à des équipements biomédicaux**













---

Cahier des Clauses Administratives Particulières

**CCAP AO\_2025\_020**

---

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Dispositifs médicaux stériles de neurochirurgie et neuroradiologie associés à des équipements biomédicaux</p>
	<p>Acheteur : CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54000 - NANCY</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY, 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 54000 NANCY</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 6 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>L'accord-cadre est révisable.</p>
	<p>Prestations similaires : Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1. PRÉAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE .....	6
ARTICLE 2. PRÉSENTATION DU CONTRAT .....	7
2.1. OBJET DU CONTRAT .....	7
2.2. ÉTABLISSEMENT(S) BÉNÉFICIAIRE(S) DU CONTRAT .....	7
2.3. DIVISION EN LOTS .....	7
2.4. FORME DU CONTRAT .....	7
2.5. DURÉE DU CONTRAT .....	8
ARTICLE 3. NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	9
3.1. NCHFS : NOMENCLATURE DES CATÉGORIES HOMOGÈNES DES FOURNITURES ET SERVICES.....	9
3.2. CPV : CLASSIFICATION PRINCIPALE CONFORMES AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS .....	9
ARTICLE 4. PROCÉDURE DE PASSATION.....	9
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	9
ARTICLE 6. PARTIES CONTRACTANTES.....	10
6.1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR.....	10
6.2. TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC.....	10
6.3. SOUS-TRAITANCE .....	10
6.4. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES .....	10
<b>PARTIE 3. ENGAGEMENTS DES PARTIES .....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	11
7.1. MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE .....	11
7.2. DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE .....	11
7.3. MONNAIE DE COMPTE .....	11
7.4. CONFORMITÉ DES PRESTATIONS.....	11
7.5. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	12
7.6. CONTINUITÉ D'EXÉCUTION .....	12
ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE.....	12
ARTICLE 9. OBLIGATION DE COLLABORATION.....	12
ARTICLE 10. RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES.....	13
ARTICLE 11. TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL .....	13
11.1. FINALITÉS.....	13
11.2. CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES .....	14
11.3. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES.....	14
11.4. TRANSFERTS DE DONNÉES.....	14
11.5. SÉCURISATION DES DONNÉES .....	14
11.6. CONSERVATION DES DONNÉES.....	14
ARTICLE 12. MATÉRIOVIGILANCE .....	14
ARTICLE 13. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION .....	15
13.1. À L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	15
13.2. À L'INITIATIVE DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 14. CONSTITUTION DE STOCK.....	15
<b>PARTIE 4. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 15. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE .....	16
15.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	16
15.2. DÉTERMINATION DES PRIX.....	16
15.3. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE .....	16
15.4. PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE PRIX.....	16
15.5. VARIATION DES PRIX .....	16

15.6.	OFFRES PROMOTIONNELLES.....	18
15.7.	INTÉGRATION DE NOUVELLES RÉFÉRENCES POUR COMPLÉMENT DE GAMME.....	18
15.8.	REMISE SUR CATALOGUE.....	19
15.9.	REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES.....	19
15.10.	REMISES LIÉES AUX CONDITIONS LOGISTIQUES.....	19
ARTICLE 16.	MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	19
16.1.	FACTURATION ELECTRONIQUE – PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	19
16.2.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	20
16.2.1.	PAIEMENT – PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	20
16.2.2.	DEMANDE DE PAIEMENT.....	20
16.3.	CESSION DE CRÉANCE.....	21
16.4.	DÉLAI DE PAIEMENT.....	21
16.5.	ESCOMPTE(S) CONSENTI(S).....	21
ARTICLE 17.	AVANCE.....	22
ARTICLE 18.	RETENUE DE GARANTIE.....	22
<b>PARTIE 5.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>23</b>
ARTICLE 19.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	23
ARTICLE 20.	PASSATION DES COMMANDES.....	23
20.1.	ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	23
20.2.	LIVRAISON DES DISPOSITIFS MÉDICAUX STÉRILES.....	24
20.3.	LIVRAISON DES DISPOSITIFS MÉDICAUX IMPLANTABLES.....	25
20.4.	DURÉE DE VALIDITÉ DES PRODUITS A LA LIVRAISON.....	25
20.5.	RETOUR DE MARCHANDISES.....	25
20.6.	REPRISE DES PRODUITS.....	25
ARTICLE 21.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	25
ARTICLE 22.	DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	26
ARTICLE 23.	RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES.....	26
23.1.	RESPONSABILITÉ.....	26
23.2.	ASSURANCES.....	26
ARTICLE 24.	CLAUDE DE RÉEXAMEN.....	27
24.1.	AJOUT D'ÉTABLISSEMENTS.....	27
ARTICLE 25.	PRODUITS INNOVANTS.....	27
<b>PARTIE 6.</b>	<b>VERIFICATION DES PRESTATIONS, GARANTIE.....</b>	<b>28</b>
ARTICLE 26.	RÉCEPTION, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU EQUIPEMENTS.....	28
26.1.	VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES.....	28
26.2.	VÉRIFICATIONS QUALITATIVES.....	28
ARTICLE 27.	INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION.....	28
ARTICLE 28.	GARANTIE.....	29
<b>PARTIE 7.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>30</b>
ARTICLE 29.	PÉNALITÉS ET PRIMES.....	30
ARTICLE 30.	DISPOSITIONS APPLICABLES EN L'ABSENCE DE LIVRAISON.....	31
ARTICLE 31.	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'ARRÊT DE COMMERCIALISATION.....	32
ARTICLE 32.	DISPOSITIONS DE FIN DE MARCHÉ.....	32
ARTICLE 33.	CAS DE RÉSILIATION.....	32
ARTICLE 34.	EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	33
ARTICLE 35.	DIFFÉRENTS ET LITIGES.....	33
35.1.	MÉDIATEUR INTERNE.....	33
35.2.	TRIBUNAL COMPÉTENT.....	34
<b>PARTIE 8.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>35</b>

## PARTIE 1. PRÉAMBULE

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs.

Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques :  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

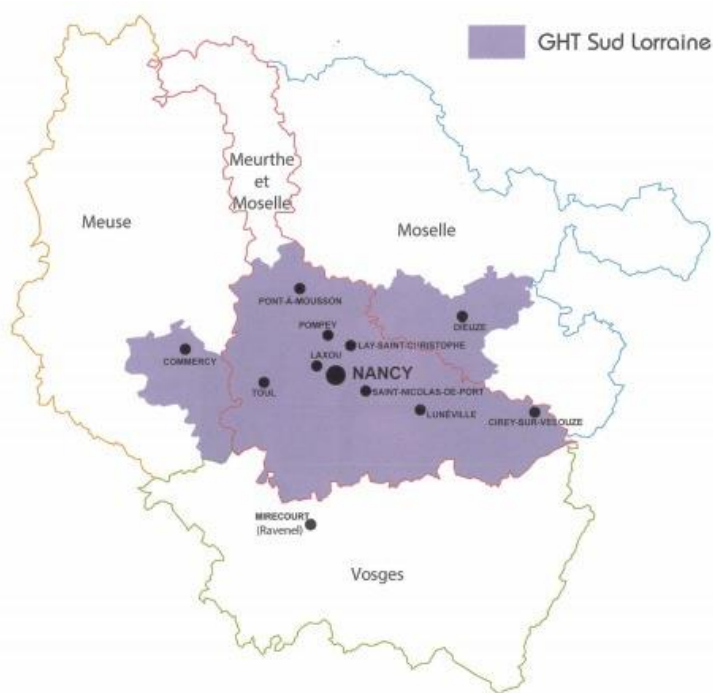
## PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Hôpitaux Sud Lorraine (aussi dénommé GHT 7) a été créé, en application de la Loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé.

Les 11 établissements membres du GHT Hôpitaux Sud Lorraine sont :

- Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy
- Le Centre Hospitalier de Commercy
- Le Centre Hospitalier de Dieuze
- Le Centre Hospitalier de Pompey
- Le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson
- Le Centre Hospitalier de Toul
- Le Groupement Hospitalier de l'Est Meurthe-et-Moselle regroupant :
  - le CH de Lunéville
  - le CH de Saint-Nicolas-de-Port
  - le CH 3H Santé
- L'établissement public en santé mentale de Nancy à Laxou
- L'établissement public en santé mentale de Ravenel à Mirecourt



**Le CHRU de Nancy, désigné établissement support, assure, depuis le 1er janvier 2018, la responsabilité de la fonction achat pour le compte des établissements parties du GHT.**

Il devient à ce titre pouvoir adjudicateur unique pour l'ensemble des établissements parties au GHT.

Conformément à l'article R 6132-16 du Code de Santé Publique, la fonction achat comprend les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés publics conformément aux dispositions du code de la commande publique ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Les établissements parties assurent, pour ce qui les concerne, l'exécution des marchés publics (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

## ARTICLE 2. PRÉSENTATION DU CONTRAT

---

### 2.1. OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet la fourniture de dispositifs médicaux stériles de neurochirurgie et neuroradiologie associés à des équipements biomédicaux pour le Centre Hospitalier Régional universitaire de Nancy

### 2.2. ÉTABLISSEMENT(S) BÉNÉFICIAIRE(S) DU CONTRAT

L'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) du présent contrat est (sont) :

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY, 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 54000 NANCY

### 2.3. DIVISION EN LOTS

Le marché est alloté comme suit:

- **Lot n° 1: Dispositifs médicaux stériles de neurochirurgie stéréotaxique**
- **Lot n° 2: Dispositifs médicaux implantables de neurologie**
- **Lot n° 3: Système de revascularisation vaisseau intra-cranien**
- **Lot n° 4: Système de dilatation musculaire par rétractation tubulaire**
- **Lot n° 5: Système d'aspiration pour interventions chirurgicales**
- **Lot n° 6: Système d'ablation osseuse par radiofréquence avec système de refroidissement interne**

### 2.4. FORME DU CONTRAT

Le contrat est établi en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire

<b>Lots</b>	<b>Montant minimum de commande sur la durée du marché</b>	<b>Montant maximum de commande sur la durée du marché</b>
<b>Lot n° 1</b>	Sans	2.300.000,00 € HT
<b>Lot n° 2</b>	Sans	237.500,00 € HT
<b>Lot n° 3</b>	Sans	937.500,00 € HT
<b>Lot n° 4</b>	Sans	28.750,00 € HT
<b>Lot n° 5</b>	Sans	17.500,00 € HT
<b>Lot n° 6</b>	Sans	45.000,00 € HT

Les montants maximums de l'accord-cadre correspondent à un maximum de dépenses. Il est à noter que le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation s'ils ne sont pas atteints.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de garantir dès le départ un minimum de dépenses aux opérateurs retenus et peut ainsi effectuer des achats à caractère répétitif dans la limite des montants ci-dessus indiqués.

Les quantités estimatives indiquées dans le DQE servent de base à l'analyse des offres. Elles ne sont donc pas contractuelles.

## **2.5. DURÉE DU CONTRAT**

### **Pour l'ensemble des lots**

#### Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

Il est exécutoire à compter du 01/06/2025 ou de la date de sa notification si celle-ci intervient ultérieurement.

#### Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.



## ARTICLE 3. NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

### 3.1. NCHFS : NOMENCLATURE DES CATÉGORIES HOMOGÈNES DES FOURNITURES ET SERVICES

18.211	DISPOSITIFS MEDICAUX d'EXPLORATION GENERALE DE RADIOLOGIE
18.217	DISPOSITIFS MEDICAUX d'EXPLORATION DU SYSTÈME NERVEUX
18.22	DISPOSITIFS MEDICAUX POUR CARDIOLOGIE
18.26	DISPOSITIFS MEDICAUX CONSOMMABLES DU SYSTEME NERVEUX
18.28	DISPOSITIFS MEDICAUX CONSOMMABLES POUR ORTHOPEDIE ET D' OSTEOSYNTHESE
18.312	DISPOSITIFS MEDICAUX d'INSTRUMENTATION
18.342	DISPOSITIFS MEDICAUX CONSOMMABLES POUR BIOPSIE ET DRAINAGE

### 3.2. CPV : CLASSIFICATION PRINCIPALE CONFORMES AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 33140000-3 - Consommables médicaux

## ARTICLE 4. PROCÉDURE DE PASSATION

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

## ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Le cadre de réponse sur l'environnement (DT\_Cadre Réponse Technique Environnement)
- La réponse technique sur l'équipement (DT\_RepTech\_Eqpt et DT\_RepTech\_Contrat MAD)
- L'offre technique du titulaire (FT)
- La remise sur tarifs (DF\_Remis)
- La remise sur chiffre d'affaires (DF\_RemisFA)
- La remise liée aux conditions logistiques (DF\_RemisLog)
- L'escompte consenti (DF\_Escompt)

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

L'original des autres documents est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy.

Les mentions qui pourraient apparaître sur des documents présents dans l'offre du candidat (devis, offre commerciales, CGV ...) et qui seraient contradictoires avec les documents du DCE seront considérées comme nulles.

## **ARTICLE 6. PARTIES CONTRACTANTES**

---

### **6.1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR**

Le représentant légal de la personne publique " Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy "est le représentant du pouvoir adjudicateur. Il s'agit de Monsieur le Directeur Général du CHRU de Nancy, qui est par conséquent habilité à effectuer les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par application du code de la commande publique. Il peut déléguer sa compétence.

### **6.2. TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC**

Le titulaire du marché public est le fournisseur ou prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Le domicile du titulaire du marché public est indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, il est réputé faire élection de domicile en la Mairie de Nancy.

### **6.3. SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

### **6.4. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES**

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas prévus à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

### **ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

Le titulaire a l'obligation de répondre à toute demande effectuée par bons de commande d'un bénéficiaire.

#### **7.1. MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier au bénéficiaire dans les plus brefs délais les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### **7.2. DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou mode d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **7.3. MONNAIE DE COMPTE**

La monnaie de compte du présent accord-cadre est l'Euro.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### **7.4. CONFORMITÉ DES PRESTATIONS**

Les indications portées sur les bons de commande s'imposent au titulaire. Toute prestation non conforme au bon de commande et aux cahiers des clauses particulières sera systématiquement refusée, sauf accord préalable du représentant de l'établissement ayant autorité. La livraison devra respecter les conditions de stockages inhérents aux produits (sécurité, chaleur, humidité...)

Les fournitures et prestations seront conformes aux spécifications techniques décrites dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soient de qualité similaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non-conformité qualitative, la responsabilité du fournisseur sera alors engagée. Il sera mis en demeure, par tous moyens appropriés :

- de remplacer à ses frais la fourniture non conforme dans les délais les plus brefs ;
- de supporter les éventuels frais de réparations, mise à disposition d'un matériel de remplacement – voire remplacement du matériel, consécutifs à un dommage ou à la non-conformité du produit

occasionnerait une détérioration directement imputable dans les conditions de fonctionnement normal de l'appareil.

Les pénalités de non-conformité seront appliquées, telles que prévues au présent CCAP.

## **7.5. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

## **7.6. CONTINUITÉ D'EXÉCUTION**

Le titulaire est tenu d'assurer une continuité de service pour l'exécution des prestations prévues par le marché, dans les conditions fixées par le CCTP. Il en répond par la mise en œuvre de moyens humains et matériels et d'une organisation adéquats.

En cas de refus par le titulaire d'exécuter un bon de commande émis dans les conditions et dans le délai de prévenance prévues par le marché, et sauf cas de force majeure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier à un tiers la charge de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Les sommes dues à ce titre, telles que prévues au présent CCAP, seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Sont considérés comme cas de force majeure, les événements extérieurs non prévisibles, mettant l'opérateur dans l'impossibilité de remplir ses engagements (ex : catastrophe naturelle, émeutes, ...). Le fait de grève du personnel du titulaire ne pourra être considéré comme cas de force majeure.

Au cas où la prestation devrait être modifiée pour l'un de ces cas, les deux parties se concerteraient pour convenir des mesures à prendre. Les mesures nécessaires ne pourraient être prises qu'après agrément écrit.

## **ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE**

---

Le bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'Offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Le bénéficiaire s'engage à désigner les interlocuteurs privilégiés du titulaire dès la notification de l'accord-cadre.

Une fois l'accord-cadre mis à disposition, le bénéficiaire garantit l'exclusivité au titulaire.

## **ARTICLE 9. OBLIGATION DE COLLABORATION**

---

Le bénéficiaire et le titulaire s'engagent mutuellement à s'alerter dans les meilleurs délais en cas de difficulté constatée afin que soit mise en place une solution adaptée.

À la demande du bénéficiaire ou du titulaire des réunions dans les locaux du pouvoir adjudicateur sont organisées, traitant notamment de la mise en place de la solution, de l'avancement et suivi des prestations ou des difficultés rencontrées au cours de l'exécution du présent contrat.

## ARTICLE 10. RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

---

Le GHT Hôpitaux Sud Lorraine est signataire depuis octobre 2021 de la charte « Relations fournisseurs et Achats Responsables » (« charte RFAR ») organisée par la Médiation des Entreprises et le Conseil National des Achats (CNA). En poursuivant cette dynamique, le CHRU de Nancy, établissement support du GHT, a été labélisé RFAR en novembre 2022.

Aussi, il souhaite mettre en œuvre autant que possible les exigences de la norme ISO 20400 Achats Responsables dans ses achats.

Afin d'encourager et harmoniser ces bonnes pratiques, le GHT Hôpitaux Sud Lorraine invite le titulaire du marché public, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR et du parcours RFAR promu par la Médiation des Entreprises et le CNA.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de la charte RFAR, d'attribution du label RFAR, ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou labels, tels que la norme ISO 20400 « Achats Responsables – ligne directrice », dans ses processus internes.

La Médiation des Entreprises – en association avec le CNA - pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>

## ARTICLE 11. TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

---

L'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) du marché, tel(s) qu'identifié(s) dans le présent CCAP, s'engage(nt) à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel du (des) établissement(s) bénéficiaire(s) dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

### 11.1. FINALITÉS

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'établissement bénéficiaire et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

L'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

## 11.2. CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES

L'établissement bénéficiaire traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

## 11.3. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Hôpitaux Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : [dpo@chru-nancy.fr](mailto:dpo@chru-nancy.fr)

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

## 11.4. TRANSFERTS DE DONNÉES

L'établissement bénéficiaire est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, l'établissement bénéficiaire exige de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

## 11.5. SÉCURISATION DES DONNÉES

L'établissement bénéficiaire prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

## 11.6. CONSERVATION DES DONNÉES

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, l'établissement bénéficiaire s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

## ARTICLE 12. MATÉRIOVIGILANCE

---

Sont à la charge du titulaire, toute modification du matériel pour des motifs de sécurité ou de matériovigilance et dont l'origine est imputable à un défaut de conception, à un vice caché ou à une non-conformité du matériel à des textes réglementaires en vigueur à la date de la commande, intervenant après la date de commande et pendant une durée de 5 ans.

Le titulaire doit préciser par écrit les noms et coordonnées de son correspondant de matériovigilance, conformément au décret n°96-32 du 15 Janvier 1996 relatif à la matériovigilance exercée sur les dispositifs médicaux

## **ARTICLE 13. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION**

---

### **13.1. À L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Tous les produits proposés devront être conformes aux réglementations en vigueur, notamment à celles concernant la sécurité des personnels. Ils devront pouvoir s'adapter facilement, sans coût supplémentaire, à toute modification des règlements à venir.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourront ainsi être modifiées par voie d'avenant pour acter l'évolution de la réglementation en vigueur ou des données de matériovigilance.

En cas d'évolution technologique, de changement de techniques, d'indications médicales, de contraintes logistiques, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de demander au titulaire de nouvelles fournitures ou prestations ou encore de compléter, modifier ou remplacer les fournitures ou prestations qu'il avait proposées initialement par des fournitures ou prestations jugées adaptées aux besoins.

Le titulaire devra présenter une proposition de nouvelle(s) référence(s) et ce, aux mêmes conditions tarifaires que celles retenues dans le cadre de l'accord-cadre initial.

### **13.2. À L'INITIATIVE DU TITULAIRE**

Toute opération de substitution doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur afin d'éviter une remise en cause de l'accord-cadre.

- Évolution technologique des prestations pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre : Le titulaire pourra proposer de substituer totalement ou partiellement une nouvelle prestation à l'ancienne, et ce, aux mêmes conditions tarifaires que celles retenues dans le cadre de l'accord-cadre initial.

- Problème temporaire d'approvisionnement pendant la durée de l'accord-cadre : cf article "DISPOSITIONS APPLICABLES EN L'ABSENCE DE LIVRAISON" du présent document. Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de résilier le marché public (ou le lot concerné), sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

- Arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre : cf article "DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'ARRÊT DE COMMERCIALISATION" du présent document.

## **ARTICLE 14. CONSTITUTION DE STOCK**

---

Lorsque la fourniture est d'origine étrangère, le titulaire doit constituer, sur le territoire métropolitain, un stock minimum de 3 mois de consommation.

Le non-respect de cette clause constitue, par extension de l'article 41 du CCAG-FCS, une cause de résiliation du marché sans indemnités aux torts du titulaire.

### **ARTICLE 15. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

---

#### **15.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX**

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires mentionnés dans l'offre.

#### **15.2. DÉTERMINATION DES PRIX**

Les prix de référence de l'accord-cadre sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution de l'accord-cadre telle que décrite aux CCAP et CCTP : frais afférents notamment au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, à la dépose du matériel en place et à l'installation des équipements, ainsi qu'à la formation des utilisateurs et techniciens, aux déplacements et à la main d'œuvre mise en œuvre.

Le coût de la mise à disposition des équipements et de leur maintenance doit être intégré aux prix des références de consommables auxquels ils sont associés.

#### **15.3. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE**

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

#### **15.4. PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE PRIX**

Le candidat établira son offre de prix en précisant :

- la référence de l'article ;
- le prix unitaire HT public ;
- le taux de remise consenti ;
- le prix unitaire HT remisé ;
- le taux de TVA applicable ;
- le montant total HT
- le montant total TTC.

Les prix unitaires HT seront fixés avec 4 chiffres après la virgule maximum.

Les candidats préciseront par ailleurs :

- le nombre d'unités par boîte ;
- le cas échéant, le nombre d'unités par carton ;
- le cas échéant, le nombre de cartons par palette ;
- le cas échéant, les conditions particulières de stockage et de manipulation en particulier le respect de la chaîne du froid.

Aucun changement dans la référence, l'étiquetage et le conditionnement d'un article ne sera permis sans l'accord écrit préalable de la Direction des Achats du GHT Sud Lorraine.

#### **15.5. VARIATION DES PRIX**

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix unitaires HT de référence de l'accord-cadre sont fermes pour la première période d'exécution et sont révisables au début de chaque période de reconduction, sur la base d'une formule paramétrique.



Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché \* CR

$CR = 0,3 * c1/C1 + 0,4 * c2/C2 + 0,3$

où

c1 = dernière valeur connue de l'indice du Comité National Routier (CNR LD EA) à la date de demande de révision des prix

C1 = valeur connue de l'indice du Comité National Routier (CNR LD EA) à la date de début d'exécution du marché ou à la dernière date de révision de prix

c2 = dernière valeur connue de l'indice annuel des prix de production de l'industrie française pour le marché français – 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire (Site INSEE, Base 2021 Identifiant 010764271) à la date de demande de révision des prix

C2 = valeur connue de l'indice annuel des prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire (Site INSEE, Base 2021 Identifiant 010764271) à la date de début d'exécution du marché ou à la dernière date de révision de prix

La demande de révision des prix pourra intervenir à l'initiative soit du titulaire du marché soit du pouvoir adjudicateur.

Les demandes de révision de prix à l'initiative du titulaire devront être adressées :

- soit à l'adresse suivante (format recommandé papier) :

CHRU de Nancy - HOPITAL CENTRAL  
Direction des Achats  
Secteur des Marchés Publics  
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny  
54035 NANCY

- soit à l'adresse mail suivante (recommandé électronique) : [marches.publics@chru-nancy.fr](mailto:marches.publics@chru-nancy.fr)

en respectant un préavis de 3 mois avant la date de début de la période de reconduction, pour l'application de la révision.

Le titulaire fournira l'ensemble de sa proposition de prix pour la nouvelle année d'exécution de l'accord-cadre, sur l'exemple du BPU en vigueur et dans un fichier .cry (issu d'un logiciel EURYDICE ou HELIOS, société PHARMATIC) détaillant toutes les références du lot, qu'il y ait des variations de prix sur tout ou partie des références.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra transmettre 3 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre l'état des indicateurs sur lesquels il se base pour demander une révision des prix à la baisse. Le titulaire devra fournir sa réponse dans un délai maximum d'un mois.

Le candidat communiquera dans sa réponse les coordonnées complètes du référent auquel faire parvenir la demande de révision de prix à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

#### Détermination des prix de règlement :

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG fournitures courantes et services, la valeur initiale du ou des indices ou index à prendre en compte ne correspond pas à celle de la date de remise de l'offre par le titulaire.

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

#### **EXCEPTIONS RELATIVES AUX PRODUITS AUXQUELS EST AFFECTE UN TARIF LPPR**

- En cas de baisse du tarif de remboursement en cours de marché, le prix de référence de l'accord-cadre sera ajusté de façon proportionnelle au nouveau tarif LPPR, dès sa publication. Si un taux de remise est consenti, il sera maintenu pour la détermination du nouveau prix unitaire HT de référence. L'établissement n'acceptera pas de prix supérieur au tarif LPPR.
- En cas de hausse du tarif de remboursement de la liste LPPR, le prix de référence de l'accord-cadre restera inchangé.
- Changement de code LPPR : le prix de référence de l'accord-cadre est maintenu lors d'un changement de code LPPR impliquant une hausse du tarif LPPR. Le nouveau tarif LPPR est appliqué si le changement de code LPPR implique une baisse de ce tarif par rapport au prix du marché.
- Si un produit est retiré de cette liste, le prix de référence de l'accord-cadre sera maintenu ou révisé à la baisse.
- En cas d'inscription sur la liste LPPR en cours de marché, le prix unitaire du dispositif sera ajusté au tarif de remboursement.

### **15.6. OFFRES PROMOTIONNELLES**

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, à son initiative, octroyer temporairement de nouvelles remises supplémentaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. En particulier, il peut faire bénéficier l'établissement des prix et des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Il en informe préalablement, par courrier électronique à l'adresse suivantes : [marches.publics@chru-nancy.fr](mailto:marches.publics@chru-nancy.fr), la(les) personne(s) référente(s) désignée(s) par le CHRU de Nancy. Il donne toutes précisions utiles, telles que la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Les prix ou offres promotionnels sont appliqués aux commandes envoyées par les établissements durant la période de promotion, dans la mesure où ils conduisent à un montant de la commande inférieur à celui qui résulterait de l'application du tarif en cours dans le cadre du marché public.

A l'expiration de la période de promotion, les prix de l'accord-cadre, tels que fixés dans le dernier bordereau des prix unitaires validé, sont à nouveau applicables de plein droit.

### **15.7. INTÉGRATION DE NOUVELLES RÉFÉRENCES POUR COMPLÉMENT DE GAMME**

Les fournitures de même gamme non recensées lors de la conclusion du contrat pourront être ajoutées à l'accord-cadre, par voie d'avenant, pour complément de gamme, jusqu'au terme du marché.

L'offre de prix ne pourra être supérieure au chiffrage résultant de l'application du taux de remise consenti pour le dispositif déjà référencé au marché, dans la gamme visée à étendre, sur le prix unitaire HT public du dispositif ajouté.

L'ensemble des clauses du marché public sont applicables aux références ainsi ajoutées. Sauf approbation expresse du représentant légal du pouvoir adjudicateur ou de son délégataire, aucune condition générale ou spécifique de vente figurant dans le devis / avenant ne pourra s'intégrer au présent marché.

## **15.8. REMISE SUR CATALOGUE**

Les prestations et fournitures de même nature non recensées lors de la consultation pourront faire partie intégrante de l'accord-cadre et feront l'objet de devis accepté ou de bon de commande valorisé dès lors qu'elles figurent sur le catalogue ou tarif du fournisseur. Ces fournitures et prestations devront être en relation directe avec l'objet du marché public.

Le titulaire aura ainsi proposé dans son offre (DF\_BPU, onglet REMISES) une ou plusieurs remises sur son catalogue / tarif public qui seront maintenues pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le franco de port et d'emballage s'appliquera également aux fournitures et prestations non prévues dans les tableaux, mais qui se rattachent ainsi au marché public.

## **15.9. REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES**

Le fournisseur peut proposer un (ou plusieurs) taux de remise sur chiffres d'affaires à appliquer à la fin de chaque période d'exécution du marché public.

Le pourcentage de réduction s'appliquera sur l'ensemble des commandes réalisées au cours de cette période. À la fin de chaque année d'exécution, le titulaire émettra au profit des établissements un avoir du montant total de la remise pour la période considérée.

## **15.10. REMISES LIÉES AUX CONDITIONS LOGISTIQUES**

Le fournisseur peut proposer un (ou plusieurs) taux de remise en fonction du nombre de commandes annuelles effectuées par entité juridique.

Le pourcentage de remise s'appliquera sur l'ensemble des commandes réalisées au cours de cette période. À la fin de chaque année d'exécution, le titulaire émettra au profit des établissements un avoir du montant total de la remise pour la période considérée.

Le fournisseur peut aussi proposer un (ou plusieurs) taux de remise en fonction du montant des commandes effectuées. Le pourcentage de remise s'appliquera alors directement sur la commande concernée.

Le fournisseur complètera l'annexe "DF\_RemisLog" pour indiquer la (les) remise(s) consentie(s) en fonction du nombre de commandes annuelles.

# **ARTICLE 16. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

---

## **16.1. FACTURATION ELECTRONIQUE – PRINCIPES GÉNÉRAUX**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## **16.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **16.2.1. PAIEMENT – PRINCIPES GÉNÉRAUX**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues au CCAG. Il sera opéré par mandat administratif au compte courant du titulaire renseigné sur l'acte d'engagement. Les comptables assignataires chargés des paiements des établissements, sont les trésoriers des établissements bénéficiaires précisés sur l'acte d'engagement ou, le cas échéant, par voie d'avenant.

### **16.2.2. DEMANDE DE PAIEMENT**

Remise de la demande de paiement :

Les commandes seront facturées, après l'admission des prestations, par application des prix unitaires HT fixés aux quantités réellement commandées / réalisées.

Facturation électronique :

Les factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes:

- le numéro SIRET qui identifie l'établissement en tant que destinataire de la facture : 200 042 166 00013

Libellé des fournitures : Produits de santé

Code service : PHARM

N° engagement : N° commande = PHARM xxxxx

Courriel : factures.PUI@chru-nancy.fr

Libellé des fournitures : Factures sans commandes initiales

Code service : DIV

N° engagement : Facultatif

Courriel : factures.DIV@chru-nancy.fr

### 16.3. CESSIION DE CRÉANCE

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance (NOTI6) par le CHRU de Nancy en autant d'exemplaire original que de comptable assignataire.

Le titulaire transmet les certificats de cession à la société d'affacturage qui les remettra à chacun des comptables des établissements bénéficiaires accompagnés d'un RIB.

### 16.4. DÉLAI DE PAIEMENT

L'article R. 2192-11 du code de la commande publique fixe le délai de paiement à 50 jours pour les établissements publics de santé.

Ce délai global de paiement court :

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- d'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

### 16.5. ESCOMPTE(S) CONSENTI(S)

Le fournisseur complètera l'annexe "DF\_Escompt" pour indiquer le (les) escompte(s) consenti(s) en cas de règlement anticipé.

## **ARTICLE 17. AVANCE**

---

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

## **ARTICLE 18. RETENUE DE GARANTIE**

---

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

### ARTICLE 19. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

---

#### Forme des notifications et informations :

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG fournitures courantes et services, \* La notification des demandes, décisions et informations qui font courir un délai est faite par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer la date de réception.

Cette notification peut être faite :

- soit par le biais du profil d'acheteur :
- soit via messagerie électronique des parties :
  - à l'adresse mail du pouvoir adjudicateur : marches.publics@chru-nancy.fr
  - à l'adresse mail du titulaire, telle que mentionnée à l'acte d'engagement ;

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivrée par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### ARTICLE 20. PASSATION DES COMMANDES

---

#### 20.1. ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le marché s'exécutera au moyen de bons de commande, au fur et à mesure des besoins, émis par l'établissement bénéficiaire. Le délai de livraison/exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Le bon de commande comporte les informations suivantes :

- La référence au présent marché
- La désignation de la fourniture/prestation
- Les quantités commandées
- Le ou les lieux et la date de livraison/exécution
- Les prix unitaires H.T fixés au marché
- Le taux et le montant de la T.V.A
- Les montants HT et TTC de la commande

Le bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Les bons de commande émis jusqu'à l'expiration de la période de validité de l'accord-cadre pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'établissement ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande

se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Seuls les bons de commande signés par l'un des pharmaciens habilités seront honorés par le fournisseur. Tout dispositif envoyé sans accord préalable de la pharmacie (bon de commande ou autre en cas d'urgence) ne fera l'objet d'aucune régularisation financière.

Le 1er bon de commande des consommables génère la mise en place de la fourniture des équipements biomédicaux.

## **20.2. LIVRAISON DES DISPOSITIFS MÉDICAUX STÉRILES**

Les dispositifs médicaux stériles sont livrés dans un délai maximum de 8 jours calendaires.

Des commandes peuvent être exceptionnellement établies avec demande de livraison dans les 48h pour toutes commandes passées avant 16h00.

Les produits doivent être livrés conformément aux indications portées sur le bon de commande. Le lieu, la date de livraison et les heures d'ouverture du magasin devront être rigoureusement respectés.

Les livraisons effectuées en dehors des heures d'ouverture précisées sur les bons de commande seront considérées comme non réceptionnées et, par conséquent, non payées.

Le gros matériel médical doit être identifié par le numéro de commande.

Le titulaire doit systématiquement prendre rendez-vous 48h à l'avance en téléphonant au magasin dont les coordonnées figurent à l'article 20 : Exécution des prestations.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique. Un deuxième envoi sera effectué par le titulaire sans attendre la fin des opérations de vérification et de recherche.

Le titulaire est réputé connaître les règles de fonctionnement de l'établissement et accepte toute contrainte de nature à affecter les opérations de livraison.

Il doit prévoir le personnel et le matériel indispensable en vue d'assurer la livraison dans des conditions satisfaisantes. Il est responsable des accidents matériels et corporels susceptibles de survenir à l'occasion de la livraison.

Il doit prendre toutes les dispositions en matière de conditionnement pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries, lors du transport et de l'expédition des produits, dans le strict respect de la réglementation en vigueur.

Il devra également mettre en œuvre tous les moyens adaptés qu'il jugera nécessaire pour une livraison en toute sécurité pour ses agents et les personnes environnantes sur le site de livraison (hayon, diable ou charriot adapté au transport de bouteilles...

Les livraisons sur palette devront être effectuées sur palettes européennes consignées agréées SNCF 0.8m x 1.20m, qui ne pourront excéder une hauteur chargée de 1m25 sauf cas argumentés.

Ces palettes seront filmées et stables. Elles ne devront pas être gerbées l'une sur l'autre. Étant consignées, elles seront échangées au moment de la livraison.

Les cartons devront être empilables. Pour des raisons d'ergonomie et de protection des agents vis-à-vis des troubles musculo-squelettiques liés du port de charge, les conditionnements en carton de moins de 8kg sont vivement souhaités et seront privilégiés.

La livraison de produits représentant un volume important devra se faire au moyen d'un camion dont la hauteur ne devra pas dépasser 3m70 et muni d'un hayon élévateur. Ce hayon sera mobile et apte à descendre les marchandises jusqu'au niveau du sol.



### **20.3. LIVRAISON DES DISPOSITIFS MÉDICAUX IMPLANTABLES**

Pour toute commande adressée au titulaire avant 16h00, les dispositifs médicaux implantables sont livrés dans un délai maximum de 24 heures à compter de la date de notification du bon de commande.

### **20.4. DURÉE DE VALIDITÉ DES PRODUITS A LA LIVRAISON**

La durée de validité des produits livrés doit être égale ou supérieure aux 2/3 de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à un an et d'au moins un an pour les autres.

### **20.5. RETOUR DE MARCHANDISES**

L'établissement se réserve le droit de rejeter sans formalités, en tout ou partie, toute fourniture qui ne lui paraîtrait pas conforme aux stipulations du cahier des charges.

La fourniture rejetée est retirée et remplacée par le titulaire sous 24 heures.

En cas de retour de marchandises à sa charge (suite à une erreur de livraison par exemple), le titulaire dispose d'un délai de 20 jours maximum à compter de la réception de la lettre l'avisant de la mise à disposition des produits, pour les récupérer.

Les frais afférents à une reprise de stock à la demande d'un établissement sont à la charge de celui-ci.

### **20.6. REPRISE DES PRODUITS**

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, à un événement lié à la matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du marché organisera cette destruction directement sur un site homologué local et en assurera les frais de destruction et de transport.

## **ARTICLE 21. EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

### Lieux d'exécution :

\* LIVRAISON DES DISPOSITIFS MEDICAUX :

HOPITAL BRABOIS ADULTES – Service Pharmacie Adulte  
Allée du Morvan - 54500 VANDOEUVRE les NANCY

Horaires de livraison :

Semaine ==> 8h00 - 12h30 / 13h30 - 16h00

Samedi ==> 8h00 – 12h00 (pour les produits urgents uniquement)

Le samedi, les livraisons devront impérativement être effectuées directement au service pharmacie de l'hôpital Brabois adultes et non à la conciergerie.

## \* LIVRAISON DES EQUIPEMENTS BIOMEDICAUX :

Spécificités concernant le magasin du CHRU de Nancy :

Magasin Central Brabois :

Rue du Morvan - 54511 Vandœuvre-lès-Nancy

Tel 03 83 15 42 09 - Fax 03 83 15 38 05

Horaires de réception : lundi au vendredi, 8h-11h30, 13h-16h.

Accès pour tous camions, quai amovible à disposition.

### Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

\*Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues aux articles 20 et 21 du CCAG-FCS.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire. De plus, conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage sont effectués sous la responsabilité du titulaire.

En cas de problème dans les circuits de distribution normaux (grève des transporteurs ...), le titulaire prendra en charge tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais.

\* Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique.

## **ARTICLE 22. DÉVELOPPEMENT DURABLE**

---

### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

## **ARTICLE 23. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES**

---

### **23.1. RESPONSABILITÉ**

La société assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable de tous les dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à l'établissement bénéficiaire ou à des tiers.

### **23.2. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Conformément à l'obligation mentionnée à l'article L1142-2 du Code de la Santé Publique, le titulaire, en sa qualité de producteur, exploitant ou fournisseur de produits de santé, à l'état de produits finis, est tenu de souscrire une assurance destinée à garantir pour sa responsabilité civile ou administrative susceptible d'être engagée en raison de dommages subis par des tiers et résultant d'atteintes à la personne, survenant dans le cadre de l'ensemble de son activité.

## **ARTICLE 24. CLAUSE DE RÉEXAMEN**

---

### **24.1. AJOUT D'ÉTABLISSEMENTS**

Les autres établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Sud Lorraine pourront, le cas échéant, être intégrés au présent accord-cadre au cours de son exécution, par voie d'avenant :

- Centre Psychothérapique de Nancy
- Centre Hospitalier 3H SANTE
- Centre Hospitalier RAVENEL
- Centre Hospitalier Saint Charles de Commercy
- Centre Hospitalier de Saint-Nicolas de Port
- Centre Hospitalier Saint Jacques de Dieuze
- Centre Hospitalier de Lunéville
- Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson
- Centre Hospitalier de Pompey - Lay-Saint-Christophe
- Centre Hospitalier Saint Charles de Toul

## **ARTICLE 25. PRODUITS INNOVANTS**

---

Tout au long de l'exécution de l'accord cadre, le titulaire pourra proposer, par modification du marché conformément aux dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du code de la commande publique, l'intégration de produits innovants.

Ceux-ci devront être en lien avec les références listées dans l'accord-cadre et offrir une évolution technologique majeure non disponible à la date de sa conclusion.

En cas d'intégration, les établissements n'auront aucune obligation d'en passer commande minimale.

En cas de refus d'intégrer les produits innovants ou en cas de non commande des produits innovants, l'opérateur demeure tenu d'assurer ses livraisons jusqu'à l'échéance du marché public suivant les caractéristiques initiales des références contractualisées.

### **ARTICLE 26. RÉCEPTION, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU EQUIPEMENTS**

---

#### **26.1. VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES**

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'acheteur.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison comportant :

- La date d'expédition,
- La référence au marché,
- L'identification du Titulaire,
- L'identification des fournitures livrées.

La livraison des fournitures est constatée par la signature d'un double du bon de livraison ou du procès-verbal de réalisation des prestations.

Si la quantité fournie est inférieure à la quantité commandée, le titulaire s'engage à compléter cette quantité dans un délai n'excédant pas 48h (ou dans un délai convenu avec l'établissement).

Si la quantité fournie est supérieure à la quantité commandée, le titulaire s'engage à reprendre l'excédent sans contrepartie.

#### **26.2. VÉRIFICATIONS QUALITATIVES**

Plusieurs types de contrôles qualitatifs ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications du marché, (conformité de la référence livrée à la référence commandée, date de péremption, état des cartons, boîtes, état des palettes et de la palettisation, respect des normes européennes en vigueur pour la dimension des palettes ... ..) seront effectués à la livraison des produits. Pour le contrôle de conformité à la commande, le bon de livraison est obligatoire. Le réceptionnaire pourra, le cas échéant, émettre des réserves quant à l'état d'acheminement des produits.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour objet de permettre à l'établissement de contrôler notamment que le titulaire a livré les matériels et équipements en parfait état de fonctionnement et conformes aux prescriptions du cahier des charges.

Ces vérifications feront l'objet d'un procès-verbal de réception co-signé par le représentant de l'établissement et par le représentant du titulaire.

### **ARTICLE 27. INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION**

---

Le pharmacien doit avoir accès aux informations techniques, concernant les produits proposés (documents, référence à des banques de données, etc...). La documentation sera en langue française.

Les données techniques ne doivent être ni restreintes ni faussées.

Le titulaire du marché s'engage à former en tant que de besoin les utilisateurs à l'emploi des produits proposés, consommables et équipements.

La société précisera, à l'appui de son offre, les conditions d'accompagnement et de formation prévus pour l'utilisation de la technique proposée.

## ARTICLE 28. GARANTIE

---

Par dérogation à l'article 33 du CCAG fournitures courantes et services, la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

### ARTICLE 29. PÉNALITÉS ET PRIMES

---

#### PÉNALITÉ DE RETARD LIVRAISON DISPOSITIFS MEDICAUX

Le candidat aura indiqué précisément le délai de livraison maximum à compter de la date de notification du bon de commande, dans son offre. En tout état de cause, celui-ci ne peut pas dépasser le délai maximum contractuel fixé au CCAP/CCP.

En cas de retard sur les délais de livraison, tels que contractualisés dans l'accord-cadre, par le fait du titulaire, celui-ci est passible d'une pénalité par jour calendaire de retard, par application de la formule suivante :

$$P = 30 \times R/250$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur HT des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours de retard

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre la date de livraison prévue et la date de livraison réelle.

#### PÉNALITÉS DE NON-CONFORMITÉ SUR UNE COMMANDE

La non-conformité s'entend sur une commande :

- Lorsque l'établissement constate soit un défaut qualitatif ou comptable par rapport au bulletin de commande ou par rapport aux documents contractuel (hors retard).
- La formule suivante est alors applicable : Montant de la pénalité = nombre de lignes de commande impactées par la non-conformité x 15 €

#### PÉNALITÉS DE NON-CONFORMITÉ SUR UNE FACTURATION

La non-conformité s'entend sur une facturation :

- Lorsque l'établissement constate soit un défaut sur la facturation par rapport au Bordereau de prix, quantités facturées ou autres écarts.
- La formule suivante est alors applicable : Montant de la pénalité = nombre de lignes de facture impactées par la non-conformité x 15 €

#### PÉNALITÉS DE NON-CONFORMITÉ SUR UN BORDEREAU DE LIVRAISON

Lorsque l'établissement constate une erreur sur le bordereau de livraison (ex : numéro de bouteille, de lot ou date péremption erroné ou absent) ou son absence :

- La formule suivante est appliquée pour une erreur : Montant de la pénalité = nombre d'erreurs x 10 €
  - La formule suivante est appliquée en cas d'absence du bordereau de livraison = 15 € par bordereau absent.
- Le titulaire a la possibilité de transmettre, dans les 24h suivant la déclaration de l'établissement, un duplicata du bordereau de livraison évitant la mise en œuvre de la pénalité.

#### PÉNALITÉ DE RETARD LIVRAISON EQUIPEMENT

La livraison des équipements en MAD est réputée commencer dans le mois suivant le démarrage du marché et après coordination avec le service biomédical.

En cas de livraison ultérieure une pénalité pour retard de livraison des équipements sera appliquée. Elle sera égale à 2% du montant des consommables commandés.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre la date de livraison prévue et la date de livraison réelle.

## **PÉNALITÉS D'INDISPONIBILITÉ EQUIPEMENT**

Si le taux de disponibilité de l'équipement n'atteint pas au minimum 95% à date anniversaire du contrat, une pénalité pour indisponibilité sera appliquée. Elle sera égale à 2% du montant des consommables commandés à la date anniversaire du contrat.

Ces pénalités ne pourront, en tout état de cause, excéder 10% du montant des consommables commandés à la date anniversaire du contrat. Elles feront l'objet d'un avoir établi au 1er trimestre de la période suivante.

## **DÉFINITION DE L'INDISPONIBILITÉ**

Les équipements du présent marché sont déclarés indisponibles lorsque, sans faute du service utilisateur et en dehors des interventions de maintenance préventive, son usage est rendu impossible, soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou d'un dispositif qui y est inclus, soit par le défaut de fonctionnement du (des) logiciel(s) faisant partie de ces équipements et si :

- ce défaut apparaît dans l'exécution des fonctions prévues pour être habituellement utilisées,
- ce défaut résulte d'événements qui sont directement et exclusivement imputables aux dits équipements et à la seule responsabilité du titulaire.

La période d'arrêt commence :

- à la réception de l'appel du service utilisateur par le centre d'appels du titulaire,
- si l'accès du personnel de maintenance du titulaire auprès des équipements du présent marché est différé du fait du service utilisateur, dès la mise à disposition au personnel de maintenance du titulaire.

La période d'arrêt cesse lorsque le personnel de maintenance du titulaire remet lesdits équipements en état de marche à la disposition du service utilisateur.

Toutefois, ne sont pas décomptés pour le calcul du taux de disponibilité, les temps d'arrêt :

- découlant du non-respect des obligations du service utilisateur,
- observés pendant les heures non prévues pour l'utilisation clinique ou en dehors des heures d'intervention contractuelles du titulaire.

### Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Les pénalités sont cumulatives. Elles pourront faire l'objet d'une facturation trimestrielle ou semestrielle.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

## **ARTICLE 30. DISPOSITIONS APPLICABLES EN L'ABSENCE DE LIVRAISON**

---

En cas de refus ou d'impossibilité d'effectuer les livraisons, ou de retard de celles-ci, le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de ne soit supérieur au prix fixé dans le cadre de l'accord-cadre initial.

En cas de désaccord, l'établissement se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcoût et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion ...) au titulaire du marché jusqu'à la remise à disposition du produit.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

## ARTICLE 31. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'ARRÊT DE COMMERCIALISATION

---

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la période d'exécution de l'accord-cadre le titulaire pourra proposer de fournir des produits de remplacement, même de technologie plus avancée, aux prix définis dans le cadre de l'accord-cadre initial.

En cas de désaccord, l'établissement se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcoût et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de livraison ...) au titulaire jusqu'à la date fixée de résiliation du marché. Le titulaire ne pourra prétendre à être indemnisé du fait de cette décision de résiliation.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

## ARTICLE 32. DISPOSITIONS DE FIN DE MARCHÉ

---

A l'approche de la date de fin du marché, le CHRU est en droit d'obtenir de la part du titulaire toutes informations qu'il jugera nécessaires pour lui permettre d'organiser les opérations de remise en concurrence des opérateurs économiques, et d'anticiper un éventuel changement de fournisseur.

A l'expiration du marché, et en cas de changement d'attributaire pour le marché suivant, le titulaire est tenu de laisser en place les équipements biomédicaux actuels en prenant toutes les dispositions permettant la continuité de services et ce en attendant la mise en place de nouveaux équipements. Cette période ne devra pas excéder 3 mois.

## ARTICLE 33. CAS DE RÉSILIATION

---

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Le marché public pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché (ou le lot concerné) sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 40 du CCAG-FCS, sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché (ou du lot concerné), l'établissement pourra s'approvisionner chez un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

### Résiliation pour faute du titulaire :

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 41 du CCAG-FCS, sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité.



Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché, l'établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

## **ARTICLE 34. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

---

Dans l'attente de la nouvelle livraison, l'établissement a toujours le droit, afin d'assurer la marche normale du service, de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

## **ARTICLE 35. DIFFÉRENTS ET LITIGES**

---

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché.

### **35.1. MÉDIATEUR INTERNE**

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relativement à sa validité, son exécution ou son interprétation.

Afin de faciliter cet objectif de rapprochement des points de vue, en cas de différend entre le titulaire et le bénéficiaire du marché, le titulaire peut, après avoir mis en œuvre les dispositions prévues au CCAG, recourir au médiateur interne du GHT Hôpitaux Sud Lorraine en complément des modes de règlement amiable des différends prévus au CCAG.

Le médiateur interne du GHT Hôpitaux Sud Lorraine, mis en place dans le souci d'instaurer des relations durables et équilibrées avec les fournisseurs, peut être saisi à l'adresse suivante : [mediateur@chru-nancy.fr](mailto:mediateur@chru-nancy.fr).

Le demandeur indique, dans sa saisine, le numéro du marché ainsi que, le cas échéant, le lot, concerné par le différend. Il décrit l'objet du différend et les démarches entreprises jusque-là par les parties pour s'efforcer de le régler à l'amiable. Il peut joindre toutes pièces utiles au soutien de la demande.

La durée de la procédure de médiation est fixée à deux mois à compter de la réception de la saisine sauf si les parties en décident autrement d'un commun accord. Le médiateur peut à tout moment considérer que la médiation a échoué, et en tout état de cause, si le délai fixé est dépassé. Il en avisera les parties.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation sont confidentiels, sauf quand leur divulgation est nécessaire pour la mise en œuvre de l'accord trouvé par les parties.

### **35.2. TRIBUNAL COMPÉTENT**

La juridiction compétente en cas de litige, après tentative amiable entre les parties, est le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cedex.

## **PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG**

---

### **Dérogations applicables à l'ensemble des lots:**

Il est dérogé à l'article 3.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services.